



Wallonie

VILLE DE MONS

SRL Century 21 Bierlaire
Mme Fauqueux Maggie
Avenue d'Hyon, 1
7000 Mons

Certificat d'urbanisme n° 1
&
Informations sur le statut administratif d'un bien

Nos références : CU1/2024-2098/AS

Vos références :

Demandeurs : SRL Century 21 Bierlaire - Mme Fauqueux Maggie

Objet : Certificat d'urbanisme n°1 (CU1/2024-2098)

Situation :

Chemin Vert, 40 à 7034 Saint-Denis

Chemin Vert, 42 à 7034 Saint-Denis

Référence cadastrale : division 11, section A n°333A, 334A, 335A, 336A

Maître ,

En réponse à votre demande réceptionnée en date du 07/11/2024 relative à un bien (aux biens) sis au Chemin Vert, 40 à 7034 Saint-Denis, Chemin Vert, 42 à 7034 Saint-Denis, cadastré division 11, section A n°333A, 334A, 335A, 336A appartenant à [REDACTED] nous avons l'honneur de vous adresser ci-après les informations visées aux articles D.IV.1§3,1° ; D.IV.97 ; D.IV.99 du Code du Développement Territorial (ci-après le Code):

A. Certificat d'urbanisme (Art. D.I.V.97)

Est situé au regard du Plan de secteur de Mons - Borinage adopté par A.E.R.W. du 09/11/1983 (M.B. du 15/11/1984) : zone d'habitat (11A0333/00A000) ;zone d'habitat (11A0334/00A000) ;zone d'habitat (11A0335/00A000) ;zone d'habitat (11A0336/00A000) ;

Est situé au regard du Schéma de Développement du Territoire approuvé par le Gouvernement wallon en date du 23/04/2024 en zone : hors centralité

Est situé au regard du Schéma de développement communal adopté par A.E.R.W. du 16/10/2000 : Zone d'habitat suburbain (11A0333/00A000)Zone d'habitat suburbain (11A0334/00A000)Zone d'habitat suburbain (11A0335/00A000)Zone d'habitat suburbain (11A0336/00A000)

N'est pas soumis, en tout ou partie, pour des raisons de localisation, à l'application du règlement régional d'urbanisme

Est situé au regard du Guide Communal d'Urbanisme de Mons approuvé par AERW du 01/06/2006 est applicable :Aire D5, de village patrimonial (11A0333/00A000)Aire D5, de village patrimonial (11A0334/00A000)Aire D5, de village patrimonial (11A0335/00A000)Aire D5, de village patrimonial (11A0336/00A000)

N'est pas situé dans un Schéma d'Orientation Local.

N'est pas situé dans le périmètre d'un permis d'urbanisation

N'est pas situé dans un schéma de développement pluricommunal

N'est pas soumis à un droit de préemption par arrêté du Gouvernement.

Fait l'objet des particularités suivantes :

N'est pas situé dans un périmètre de site à réaménager visé à l'article D.V.1 du CoDT

N'est pas situé dans un périmètre de réhabilitation paysagère et environnementale visé à l'article D.V.7 du CoDT

N'est pas situé dans un périmètre de remembrement urbain visé à l'article D.V.9 du CoDT

N'est pas situé dans un périmètre de revitalisation urbaine visé à l'article D.V.13 du CoDT;

N'est pas situé dans un périmètre de rénovation urbaine visé à l'article D.V.14 du CoDT;

N'est pas inscrit sur la liste de sauvegarde visée à l'article 15 du CoPAT

N'est pas classé en application de l'article 16 du CoPAT

N'est pas localisé dans une zone figurant sur la carte du zonage archéologique ou dans un site repris à l'inventaire des sites archéologiques visés à l'article 13 du CoPAT

N'est pas repris à l'inventaire régional du patrimoine en application de l'article 11 du CoPAT (pastillé / non pastillé)

N'est pas exposé à un risque d'accident majeur au sens de l'article D.IV.57 2° du CoDT

N'est pas situé dans une zone de protection visée à l'article 21 CoPAT

N'est pas frappé d'une servitude d'aspect architectural

Les données relatives au bien inscrites dans la banque de données au sens de l'article 10 du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols sont les suivantes :

Est exposé à une contrainte géotechnique majeure au sens de l'article D.IV.57 3° du CoDT (voir annexe 2&3)

N'est pas situé dans une réserve naturelle domaniale ou agréée au sens de l'article D.IV.57 4° du CoDT

N'est pas situé dans une réserve forestière au sens de l'article D.IV.57 4° du CoDT

N'est pas situé dans un site Natura 2000 au sens de l'article D.IV.57 4° du CoDT

Ne comporte une cavité souterraine d'intérêt scientifique au sens de l'article D.IV.57 4° du CoDT

Ne comporte pas une zone humide d'intérêt biologique au sens de l'article D.IV.57 4° du CoDT

N'est pas repris dans le plan relatif à l'habitat permanent

N'est pas exposé à un risque naturel majeur (ruissellement) au sens de l'article D.IV.57 3° du CoDT (voir annexe SPW DGO3)

N'est pas exposé à un risque naturel majeur (aléa d'inondation) au sens de l'article D.IV.57 3° du CoDT

N'est pas repris à la Banque de Données de l'Etat des Sols

Autres renseignements liés au bien :

Ne bénéficie pas d'un accès suffisamment équipée en eau, électricité, pourvue d'un revêtement solide et d'une largeur suffisante compte tenu de la situation des lieux. En cas de doute, nous vous invitons à contacter le Bureau d'Etude de la Voirie situé rue Neuve 17 à 7000 Mons.

N'est pas situé le long d'une voirie régionale.

est situé dans une zone faiblement habitée qui ne sera pas pourvue d'égout et qui fera l'objet d'une épuration individuelle (zone d'assainissement autonome); (cfr P.A.S.H. approuvé par AGW du 22/12/2005).

B. Informations sur le statut administratif des biens (Article V.D.IV.99.) :

N'a pas fait l'objet depuis 1976 d'un permis d'urbanisme.

N'a pas fait l'objet d'un Permis d'environnement.

N'a pas fait l'objet d'un Permis Unique.

N'a pas fait l'objet d'un Permis Intégré (PIUR).

N'a pas fait l'objet d'un Permis Intégré (PIUN).

N'a pas fait l'objet, dans les deux dernières années, d'un Certificat d'Urbanisme n°1.

N'a pas fait l'objet d'un Certificat d'urbanisme n°2.

N'a pas fait l'objet d'une division.

N'a pas fait l'objet d'une Déclaration Urbanistique.

Ne fait pas l'objet d'un constat de travaux sans autorisation.

Ne fait pas l'objet d'un arrêté du Bourgmestre.

Ne fait pas l'objet d'un dossier de salubrité logement.

Pour ce qui concerne les Permis Unique et Permis d'Environnement, vous pouvez vous adresser au Service Environnement, via l'adresse environnement@ville.mons.be

Pour ce qui concerne les permis de location et arrêté d'insalubrité, vous pouvez vous adresser à la Cellule Logements, via l'adresse cellulelogement@ville.mons.be

Pour ce qui concerne la présence de chemins et/ou sentiers (servitudes publiques de passage), vous pouvez interroger l'ASBL Itinéraires Wallonie - info@itineraireswallonie.be

Observations

Les informations et prescriptions contenues dans le présent certificat d'urbanisme ne restent valables que pour autant que la situation de droit ou de fait du bien en cause ne soit pas modifiée.


A Mons, le **24 JAN. 2024**

Par le Collège Communal :

La Directrice Générale,
(s) Cécile BRULARD

Pour Extrait Certifié Conforme, A Mons, le

Par délégation de la Directrice Générale,


Ir. Francesca D'Al Zovo
Directrice adjointe.



Le Bourgmestre - Président,
(s) Nicolas MARTIN

Pour le Bourgmestre - Président,

Maxime POURTOIS
Premier Échevin,

En charge des Finances, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

05010267168-21166 681166

historiques disponibles laissent penser que, sur le Bouchage proprement dit, il doit se trouver un moyen autour de celui inconnu que de pulvis carbon. étant donné l'impossibilité de las sécher, je vous invite à l'onder à vos décisions, systématiquement et sans avoir besoin de vous consulter, les conditions d'accommodement reprises à l'annexe 2, ainsi que le fascicule d'information repché en annexe 3. Par contre, si l'objet de la demande est aussi concernant par moi zone de noursellment sur un pulvis connu ou sur une zone de centres sanitaires, la consultation des nos services s'recommende.

En dehors des zones de puits communs ou de oasis/ressources, il est donc absolument inutile de consulter la Banque Sols-Geologie n'importe quelle information disponible à communiquer. Le traitement des données multiples en effet assure l'égalité de temps de travail (en 2006, près des 3/4 des demandes concernant des barèmes sans problèmes ou en zone d'incertitude puits potentiels).

Strophodon Smith, 1870, p. 107, fig. 10, pl. 1.

Les demandes émisés dans le cadre du processus réglementaire sont toujours à adresser à une Direction, à Jambes, en assurance de la présence d'un extrait cadastriel nimbant sans ambiguïté le terrain et en précisant que la courrier est à l'attention de la Cellule Saus-sol/Géologie :

Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement
Division de la Prévention et des Autorisations
Direction de la Coordination de la Prévention des Pollutions
Cellule Saus-sol/Géologie
Avenue Behne de Liège, 15
5100 MANDU (Jambes)
A l'attention de M. Mr. B. BEQUEL, Directeur
Tél. Service: 081/33.61.35 - Fax: 081/33.61.22

Par contre, dès lors où des citoyens, bureaux étendus ou autres souhaitent simplement obtenir une information brute et générale, sans processus réglementaire, ils vont être à leur proposer d'adresser directement à notre bureau de District (avec un extrait de plan cadastral), qui leur répondra directement :

Division de la Prévention et des Autorisations
Direction de la Coordination de la Prévention des Pollutions
Cellule Saus-sol/Géologie (4ème étage - 3ème aile)

שבת 17

Cette carte n'est qu'une ébauche provisoire en attendant la mise en place du site Internet consacré à la géologie de la région de la Vallée du Rhône. Ce site sera le centre de la Géologie de la Vallée du Rhône et permettra d'accéder à l'information disponible sur le territoire de la région de la Vallée du Rhône. Ce site sera le centre de la Géologie de la Vallée du Rhône et permettra d'accéder à l'information disponible sur le territoire de la région de la Vallée du Rhône.

En attendant, nous ne voyons aucun inconvénient à ce que vous différiez ce document ainsi que les annexes 2 et 3. Divers services pourraient être consultés ou aux notes qui en résultent, on les joindrait au dossier de la demande de permis d'exploitation.

Mes services restent à votre disposition pour toute information complémentaire.

Je vous prie de croire, Monsieur le Bourgmestre, à l'assurance de ma considération la plus dévouée.

Ing. B. BEQUINET, Directeur

Réponses. Les renseignements fournis ci-dessus sont sur base des dossiers et archives "miniers" et "opérations souterraines" tels qu'ils ont été transmis et gérés par la Division de la Prévention et des Autorisations. L'exploitation de la mine sous réserve de leur précision et ne concernant que les travaux souterrains militaires. Considérant l'importance de l'histoire minière en Région wallonne et l'absence d'obligation de rendre des plans avant 1802 (mines) et 1935 (carrières), elles ne peuvent, en aucun cas, être considérées comme exhaustives. D'autres sources d'informations existent notamment l'archivage des Archives de l'Etat (dans les différents fonds), les Archives générales du Royaume à Bruxelles, les archives communales et provinciales, au Service Géologique de Belgique ainsi que les concessions minières de mines en exploitation ou associations d'associations minières, sans autres publications, etc.

Agences d'infrastructure : J.-M. BAMBONEXERO, Attaché, Géologue - 081/35.61.28 - e-mail : J.M.Bambonexero@mrw.wallonie.be
Responsable de la Cellule : Dr D. PACYMA, Attaché, Ingénieur des Mines - 081/35.61.28 - e-mail : D.Pacyma@mrw.wallonie.be
Chef de service : Ing. B. BEQUINET, Directeur - 081/35.61.34 - e-mail : B.Bequinet@mrw.wallonie.be
Chef de division : M. B. BENDAYLIZ, Inspecteur Général - 081/35.61.03 - e-mail : B.Bendaylize@mrw.wallonie.be

Avenue, Prince de Liège, 15 • B-5100 Jambes (Namur) • Tél. (081) 33 61 34 • Fax (081) 33 61 22
e-mail : depp.dpa.djane@mrw.wallonie.be • <http://mrw.wallonie.be/djane/djane>
Numéro vert : 0800 4 1901 (informations générales)

ANNEXE 1.

CARTE DES ZONES DE CONSULTATION RELATIVES A LA PRESENCE DE TRAVAUX ET OUVRAGES DE MINES
MONTERES ET CARRIERES SUR LES TERRITOIRES DE LA VILLE DE MONS

- 3 exemplaires au format A0 (plans recto, déposés, par poste), à l'Administration communale de Mons
- 1 CD-ROM joint à la présente avec le fichier image sous format pdf et jpg et le fichier texte (.doc) du présent courrier et des annexes 2 et 3, qui en font partie. Le fascicule se trouve joint, en plus, sous format pdf.

ANNEXE 2.

CONVOLUTIONS ET RECOMMANDATIONS A JOINDRE AUX CERTIFICATS D'URBANISME ET AUX PERMIS D'AMENAGER
ZONES OU FOURNAIENT EXISTENT D'ANTIENS PUIS NON CONUS SUR PLANS.

Les conditions suivantes sont applicables d'une manière générale dans les zones où des puits anciens, non connus sur plans, pourraient être rencontrés du fait de l'histoire minière et de la géologie des zones délimitées comme telles sur la carte des anciennes exploitations volcaniques situées sur le territoire de la commune de Mons.

Ils peuvent être directement reproduites dans les autorisations, sans nécessité de consulter la Cellule Sous-sol/Géologie du Ministère de la Région wallonne, en joignant à l'autorisation le fascicule évoqué au point 5.

Ing. B. BEQUINET, Directeur
6 juin 2007

Avis favorable au projet aux conditions suivantes :

1. l'autorisation du demandeur est attachée sur le risque de rencontrer d'anciens puits non connus de nos services et sur la nécessité de réaliser un état attentif aux indices pouvant en indiquer la présence : plans anciens, cartes, traces de responsabilité (quelles que soient les années de l'exploitation), déposition en forme de permis ou autrement, lacer d'un des documents et fournir (conformément à l'article 10 de la loi du 12 juillet 1978) les indices de l'existence de mines (anciennes, etc.).

2. dans le cas où un tel ouvrage serait rencontré, le demandeur prendra contact avec la Cellule Sous-sol/Géologie de la Direction générale des Ressources naturelles et du Développement (D) afin de déterminer s'il y a lieu à présenter des mesures de sécurisation particulières dans le cadre des travaux et s'il y a lieu à application des dispositions du décret royal du 5 mai 1919 portant règlement de police des mines, mines et carrières souterraines (art. 1 à 4);
3. en cas de découverte d'un tel ouvrage, les fondations et la construction doivent être adaptées de manière à garantir la poursuite des conséquences du débordement en cas d'effondrement accidentel du puits et de ses abords;
4. si, dans tous les cas, le demandeur s'assure au préalable de la conformité des rendements du puits;
5. le demandeur est tenu, pour plus de détails, aux points 1.3. et 1.6. du document joint en annexe ("Lignes directrices et recommandations relatives à la Région wallonne - Régions annexes et contraindre administratives" - document du 13 mars 2006).

(1) Division de la Prévention et des Autorisations
Direction de la Coopération de la Prévention des Pollutions
Cellule Sous-sol/Géologie (4^{ème} District - Mons)
Rue de l'Escluse, 22
5600 CHARLEROI
A l'attention de M. Didier PHILIPPAERT, CEE

Tél. 081/35.61.31 - Fax : 081/35.61.66 - E-mail : depp.dpa.djane@mrw.wallonie.be

ANNEXE 3

RÉSUMÉ DE L'INFORMATION RELATIVE
AUX ANCIENS TRAVAUX SOUTERRAINS DE MINES, MINES ET CARRIERES
de la Prévention et des Autorisations - Direction générale des Ressources naturelles et du Développement - Division
Sous-sol/Géologie

MINES, MINES ET CARRIERES SOUTERRAINES EN REGION WALLONNE
LESQUELS ASSOCIES ET CONTRAINES ADMINISTRATIVES

Avis aux services d'avis et d'informations émises par la Cellule Sous-sol/Géologie
DISTINCTION ENTRE MINES CONCERNANT LES CARRIERES ET MINES SOUTERRAINES
Il est important, tout d'abord, de noter que la distinction entre les mines souterraines et les mines souterraines est administrative et juridique et administrative de fait la distinction entre les mines souterraines et les mines souterraines.

1. LES MINES

1.1. LA MINE, DU POINT DE VUE JURIDIQUE

Les mines sont les exploitations de substances minérales comme telles par la loi (combustibles fossiles, métaux, minéraux, etc., ainsi que, uniquement exploitables après obtention d'une concession. Cette dernière constitue une propriété nouvelle, distincte de celle de la surface, dans les limites fixées par l'acte de concession (acte royal ou du Gouvernement wallon). D'une durée illimitée dans le temps, la concession ne porte que sur les substances minérales dans l'exploité et sur les travaux et ouvrages qui en dépendent. La mine est donc destinée par rapport aux substances minérales et non par rapport au mode d'exploitation (souterrain ou à ciel ouvert). Elle appartient au concessionnaire à qui le Gouvernement wallon a octroyé la concession en vertu de la loi du 12 juillet 1978. Le reste du sous-sol continue, quant à lui, à appartenir aux propriétaires de la surface, il appartient donc à l'Etat à la Région.

En raison de l'acte de concession, prononcé par arrêté, la propriété minière est saisie et la mine reconnue aux mêmes propriétaires des terres de la surface et de son exploit. Elle ne constitue donc pas dans le patrimoine de

l'Etat ou de la Région. Une concession peut être redonnée sur renonciation, sur déchéance (ou sur fin d'exploitation) ou sur constatation d'abandon. Dans le premier cas, le concessionnaire est libéré de ses obligations, après exécution des travaux de sécurisation, dans les autres cas, il reste tenu, sur injonction de l'Administration, d'exécuter les travaux de sécurisation jugés nécessaires. Dans tous les cas, la Région conserve la possibilité de faire exécuter les travaux de sécurité ordonnés par les Départements concernés. Les puits anciens, sans limite d'âge, sont visés par la réglementation.

Les mines, même inactives ou rétrogradées, et leurs ouvrages restent placés sous la surveillance de l'Administration régionale pour ce qui concerne la conservation des propriétés et ceux utiles de la surface, la sécurité publique et la circulation dans les travaux souterrains des personnes étrangères à l'exploitation ou à la surveillance.

Des 355 concessions (résultant d'échanges de rétrocessions et de regroupements ou au sein des quelques 800 concessions accordées primitivement), 250 existaient encore, près de 60 sont engagées dans un processus de retrait.

1.2. NATURE DES TRAVAUX MINIERES.

En ce qui concerne les travaux souterrains, il convient de bien distinguer les ouvrages anciens et de communication (relatifs à la surface) et évolutifs, et deux points soulèvent entre eux) et les chantiers d'exploitation (ouvrages temporaires et évolutifs, et en extrant les substances utiles).

1.2.1. Ouvrages d'accès et de communication

1.2.1.1. Puits

Plus de 12.000 puits et issues de mines ont déjà été recensés en Région wallonne, pour la période 1980-1984. Si on considère la période qui s'est déroulée depuis la fin du XVIIIème siècle, leur nombre est supérieur à 30.000.

Ces puits servaient à l'aération, à la translation du personnel, à l'extraction, à l'éclairage... Parfois, un puits unique remplissait toutes les fonctions, alors que certains sites pouvaient compter plusieurs puits à usage distinct. Dans les mines de fer ou métalliques, on trouve souvent des puits très rapprochés, se succédant à quelques mètres d'intervalle.

Les exploitations anciennes ne doivent pas être considérées comme "artisanales" et sous-estimées en importance : jusqu'en 1880, le choix de concentrer l'exploitation sur quelques grands sites ou de la répartir sur de nombreux ouvrages plus modestes, était principalement motivé par les conditions de gisement et les investissements. Ainsi, les premiers chantiers modernes, vers 1850, ont cessé d'être des mines de fer ou métalliques par des machines à chevaux et des machines à vapeur, et des machines à vapeur ont été installées à leur place. Elles ont aussi, par la suite, été équipées de simples treuils ("traverses à bras"), faisant, en outre, partie de grands ensembles à caractère industriel. L'exploitation par issues a très vite été remplacée par les mines de fer jusqu'en 1890.

La profondeur des puits varie de quelques mètres à près de 1.400 mètres. Elle était liée au gisement et à la technique : les puits atteignaient déjà 200 m de profondeur dans le Boulange au début du XVIIIème siècle, mais rarement plus de 50 m, 150 m plus tard, entre l'Ardenne et l'Espagne.

Les puits présentent des sections variables : circulaires, mais plus souvent rectangulaires ou ovales. La section varie surtout selon le type d'exploitation : de 1,5 m à 3,0 m (moyenne : 2 à 3 m) pour la houille, de 1 m à 5 m (moyenne : 2 à 3 m) pour les mines métalliques. Dans le fer oligiste, entre les mines de l'Esne et l'Esne, les sections sont assez importantes (2 à 3 m), alors que dans les gisements de fer oxydé, elle est de l'ordre de 1 m. Ils étaient fréquemment à puits multiples dans les mines cohérentes. Dans les mines métalliques, ils étaient souvent rectangulaires ou ovales. Très souvent, les puits de faible section étaient revêtus de bois de paille ou de fascines placées contre la roche par des anneaux de bois charbonnés ("boudes"). Au passage des niveaux aquifères, on réalisait un revêtement solide et étanche ("boudage").

Hormis les plus récents et les plus importants, les puits étaient rarement construits pour durer et nécessitaient un entretien quasi quotidien. Dès leur abandon, ils ont cessé de se dégrader rapidement (un boudage pouvait tout de même durer de quelques années).

1.2.2.2. Galeries

En général, les ouvrages anciens et de communication (galeries) étaient établis que pour le court ou le moyen terme, de quelques mois à quelques années. Il s'agissait d'ouvrages de faible section, de 1 m à 1,5 m, en roche ou en béton, jusqu'en 1840, les galeries étaient en bois, généralement en chêne ou, plus récemment, en charbon.

Au niveau des chantiers d'exploitation, les voies de communication ou techniques étaient établies que très temporairement (quelques jours à quelques semaines). Ce sont des ouvrages de faible section (1 à 3 m), de 1 m à 2 m en moyenne, établis, par contre, construits pour durer : elles sont généralement maçonnées dans les sections les plus fragiles. Les galeries de liaison modernes, établies à très faible profondeur (10 à 40 m) entre sièges de chantiers, présentent des sections très importantes (5 à 10 m) et un revêtement plus ou moins solide.

En général, quel que soit le revêtement (soit le béton et certains maçonnés), ces ouvrages sont aujourd'hui abandonnés, les soutènements se détachant très rapidement sous leur poids.

1.2.3. Chantiers d'exploitation

Les chantiers d'exploitation ("travaux") sont ouverts dans la masse même de la substance à exploiter (souvent, filon ou mine). Dans la majorité des cas, on comblait les vides laissés par l'exploitation au moyen de puits, manivres ou poutres provenant du comblement des vides ou, plus récemment, en laissant le toit s'effondrer de manière contrôlée au-dessus de la taille. Dans les chantiers, il n'était donc qu'un espace vide juste nécessaire aux ouvriers et aux machines, situé entre la roche à extraire encore en place ("fond de taille") et les remblais situés au-dessus. Cet espace vide progressait sans cesse au cours du temps, jusqu'à arriver à l'extrémité du puits à exploiter.

Les couches de houille, de moins d'un mètre d'épaisseur en moyenne, peuvent se présenter sous des inclinaisons très variables, entre "plantes" (0° à 15°) et "dressant" (45° à 90°). Les méthodes de remplissage étaient adaptées en conséquence. Le nombre de couches superposées, avec des inclinaisons importantes de stèles, diminue de 120 à l'ouest de Mons jusqu'à zéro au sud à l'ouest d'Andenne, pour augmenter, quelques kilomètres plus loin, jusqu'à 80 sous Liège. La majorité des couches s'étendent sur des surfaces très importantes (jusqu'à plusieurs dizaines de km²).

Dans les mines métalliques, les gîtes se présentent souvent sous forme de filons sub-verticaux, dans lesquels de quelques décimètres de mètres à plus de deux kilomètres et dans l'épaisseur variant de quelques centimètres à plusieurs mètres, on en trouve plusieurs centaines ou milliers de mètres. On exploitait par tranches horizontales à appui, chaque tranche exploitée étant remplacée plus ou moins totalement avant la reprise de la suivante au-dessus ou en-dessous.

Il existe encore d'autres situations particulières (exploitation par soutirage dans les dressants de solides minéraux à l'est de l'Esne, exploitation moderne de houille ayant laissé des masses de houille en soutènement, exploitation de minerai de fer en Gamme par chantiers et puits abandonnés ou repris).

L'exploitation, la lecture des rapports anciens ainsi que les données historiques montrent que, presque partout, les gisements, quelle que soit la nature du minerai, ont été totalement exploités jusqu'en surface par les anciens. Les critères économiques ne doivent pas être utilisés pour mesurer l'exploitabilité d'un gisement par les anciens : en 1850-70, il était encore normal d'exploiter des couches de terre-houille (chaudron terreux) de 20 à 30 cm d'épaisseur, ou même d'y reprendre des masses de charbon laissées dans des travaux plus anciens. Il ne faut jamais oublier que l'exploitation minière a été très active au XVIIIème siècle et que les difficultés de transport, jusqu'en XIXème siècle, ont rendu intéressante l'exploitation des ressources locales.

1.3. RISQUES LIES A L'ABANDON DES TRAVAUX MINIERES SUR LA SURFACE

1.3.1. Puits

En général, les puits ont été remplacés, mais pas toujours dans les meilleures conditions (fermeture des boudages, remblais inappropriés, ...). Parfois, le remblai a même été déposé sur un plancher ou une voûte de bois. Certains puits sont toujours ouverts et plus ou moins protégés.

il interdit à toute personne étrangère à l'exploitation ou à leur surveillance de pénétrer dans les travaux souterrains d'une mine abandonnée, que la concession existe ou non. L'accès doit en être empêché par un dispositif efficace. On ne peut donc utiliser ces ouvrages aux fins d'évacuation d'eau, de "transits", pour la culture de champignons ou des visites touristiques. Le propriétaire d'un terrain contenant une issue ne peut en autoriser l'accès à des tiers.

Le concessionnaire est tenu, d'ailleurs, à ses frais, les travaux de sécurisation imposés par l'acte de concession (forage des puits abandonnés), par les règlements miniers (fermeture des accès) ou par les arrêtés préfectoraux pris par la Députation permanente en application des règlements miniers (sur désaffectation de mine pour services définitifs de l'ouvrage ou sur report de l'Administration concernant une situation de danger pour la sûreté publique et la conservation des propriétés et eaux vives de la surface). Le propriétaire des travaux n'ayant pas pu s'y opposer, ses droits vis-à-vis de la mine ayant été purgés par l'acte de concession. S'il estime subir un dommage de ce fait, il peut en réclamer réparation au concessionnaire. Le propriétaire n'est pas partie à ces procédures (en pratique, il est consulté par l'Administration et le concessionnaire);

en cas d'urgence, il est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sûreté publique et la conservation des propriétés et eaux vives de la surface, et si le concessionnaire n'agit pas, de son chef ou du fait de son absence, la Région peut faire exécuter les travaux d'urgence, aux frais que lui en coûtent;

là où le dispositif de sécurisation d'un ouvrage (boute, dalle de béton, grille, mur, ...) a été imposé par l'acte de concession ou par un arrêté de la Députation permanente, il a le statut de servitude légale d'utilité publique et il s'impose à tous. Il ne peut être modifié qu'après modification de l'arrêté, le concessionnaire devant être entendu dans la procédure;

les tiges de puits, issues de galeries et leur dispositif de sécurisation doivent rester visibles en tout temps (cf. avis du Conseil des Mines du 1^{er} octobre 1995). Il est donc interdit d'établir par-dessus quelque construction que ce soit, même provisoire, de même qu'il est interdit de les recouvrir ou de débiter divers ainsi que de détruire ou de modifier ces dispositifs, même pour les remplacer par d'autres. Ils doivent rester accessibles en tout temps au concessionnaire et à l'Administration régionale chargée de leur surveillance;

en cas de découverte d'un puits ou d'une issue non sécurisée ou présentant un dispositif de sécurisation insuffisant au regard du contexte actuel et des lois qui existent, même potentiel, pour la sûreté publique et la conservation des propriétés et eaux vives de la surface, l'Administration peut être amenée à intervenir auprès du concessionnaire et/ou de la Députation permanente en vue de faire exécuter les travaux requis.

REGLEMENT GENERAL DE POLICE SUR LES MINES, MINIERES ET CARRIERES SOUTERRAINES.

ARRETE ROYAL DU 5 MAI 1919, MODIFIE PAR LA LOI DU 19 AOUT 1948, PAR L'ARRETE ROYAL DU 20 SEPTEMBRE 1950 ET PAR LE DECRET DU CONSEIL REGIONAL WALLON DU 27 OCTOBRE 1988 SUR LES CARRIERES.

Art 1^{er}. Lorsque l'intégrité d'une mine, la solidité des travaux, la sûreté et la santé des ouvriers occupés dans une exploitation de mines, de mine ou de carrière souterraine pourra être compromise par quelque cause que ce soit, l'exploitant ou son délégué est tenu d'en avertir l'autorité locale et le Directeur divisionnaire du bassin minier et celui-ci, aussitôt qu'il en aura connaissance, fera son rapport au gouverneur de la province et proposera les mesures propres à faire cesser le danger.

Le Directeur divisionnaire du bassin minier interviendra de la même manière auprès du gouverneur de la province, dès qu'il apprendra et constatera que les travaux souterrains ou une dépendance superficielle d'une mine, mine ou carrière souterraine sont de nature à compromettre ou compromettent la sûreté, la salubrité ou la commodité publiques.

Art 2. La Députation permanente du Conseil provincial, après avoir entendu l'exploitant ou son délégué, prescra les dispositions nécessaires par un arrêté qui ne sera exécutoire qu'après approbation du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, qui promulguera au préalable l'avis du Conseil d'Etat et de la Commission provinciale mixte des Mines.

En cas d'urgence, le Directeur divisionnaire du bassin minier en fera mention dans son rapport et la Députation permanente pourra ordonner que son arrêté soit provisoirement exécuté.

Art 3. Le même collègue, également sur l'avis du même fonctionnaire, prescrira les mesures destinées à assurer la conservation des propriétés et des eaux vives de la surface qui pourront être menacées par les exploitations souterraines.

Les arrêtés pris en exécution de l'alinéa précédent pourront faire l'objet d'un recours, ouvert à toutes les parties intéressées, auprès du Ministre ayant les mines dans ses attributions.

Art 4. En cas de danger imminent, soit à la surface, l'exploitant des mines fera, d'après les dispositions qui lui seront indiquées en sous sa responsabilité, les réquisitions nécessaires pour qu'il soit purgé de ce danger.

L'exécution de ces réquisitions est assurée à l'intervention soit du Gouverneur de province, soit du Commissaire d'arrondissement du ressort, ceux-ci prendront toutes les mesures pour qu'il y soit donné suite sur-le-champ et à cet effet, ils disposeront notamment de la police et de la gendarmerie.

Art 6. En cas de refus ou de retard de l'exploitant à exécuter les travaux ordonnés en vertu des prescriptions qui précèdent ou de celles faisant l'objet d'autres règlements, il y sera pourvu d'office sous la direction du Directeur divisionnaire du bassin minier ou de son délégué et sous la conduite du Bourgmestre de la commune pour ce qui concerne les travaux à effectuer à la surface.

1.6.2. Contraintes techniques. Moyens d'action de l'Administration

1.6.2.1. Respect d'une zone non-affectant autour des puits de mine.

Etant donné les risques toujours existants, même pour des puits sécurisés, il est d'usage pour l'Administration en charge des affaires minières, en application de ses missions de police, d'imposer à toute personne, administration ou autorité intéressée, le maintien d'une zone non-affectant, affectée de conditions particulières, autour du puits. Suite à une consultation entre les Administrations des Mines et de l'Urbanisme en 1973, il a été proposé de fixer la zone de cette zone, par défaut, à 25 m, complétés à partir de l'axe du puits.

Cette imposition peut s'exporter de trois manières au travers d'actes réglementaires :

- au travers d'avis rendus dans le cadre d'établissement ou de modification de plans d'aménagement (plan de secteur, plan communal), pour que les conditions soient reprises dans les prescriptions de ces plans réglementaires;
- au travers d'avis rendus dans le cadre de l'instruction des demandes de permis d'urbanisme ou d'environnement l'autorité compétente impose alors les conditions imposées par le biais du permis;
- hors permis si les conditions proposées ne sont pas reprises au permis ou non respectées par le demandeur, l'Administration qui a en charge les affaires minières peut ou doit, en cas de danger potentiel, intervenir après de la Députation permanente, en application des règlements miniers, pour imposer ces conditions à la propriété concernée.

1.6.2.2. Contraintes en zone non-affectant.

A l'instar de ce périmètre, l'Administration en charge des affaires minières demande aux Députations permanentes ou à l'autorité compétente en matière de permis d'urbanisme, d'interdire :

- d'élever de nouvelles constructions ou de transformer des constructions existantes non destinées à l'habitation ou à une occupation permanente ou végétale par des personnes, en vue de les destiner à cet usage;
- d'installer des installations ou d'aménager les lieux si cet établissement ou ces aménagements sont destinés à nuire aux personnes à séjourner de manière permanente ou régulière à l'intérieur de la zone, de sorte qu'il puisse exister des risques mortels pour leur sécurité;
- d'élever de nouvelles voies autres que des voies de desserte locales, à conditions que celles-ci soient stables de manière à demeurer utilisables en cas d'affaissement, notamment par des véhicules de secours (pompiers, ambulances,...);

- de stocker des matériaux ou objets présents pouvant notablement encombrer le sol et de laisser écouler ou stationner des véhicules de plus de 3,5 tonnes, sauf exceptions particulières;
- d'installer des conduites d'eau (adduction et évacuation), de gaz, d'électricité ou de tous produits quelconques, pesées ou sol, enfoncées ou supportées par des éléments pouvant être démolissables par un éventuel affaissement de la tête du puits; à moins qu'il ne puisse être fait autrement pour de courtes sections et à condition que ces sections situées dans la zone non-aedificandi soient supportées par des poutres sèches comportant un système de collecte et d'évacuation hors zone non-aedificandi des eaux résiduaires et/ou d'une rupture de canalisation;
- d'installer des pièces d'eau, fosses septiques, réservoirs à eau, à endosant ou destinés à tout autre liquide ou gaz que ces réservoirs soient enfoncés ou posés sur le sol, directement ou par l'intermédiaire du support; à moins qu'il ne puisse être fait autrement et à condition que ces structures soient supportées par des poutres rigides prenant appui hors zone non-aedificandi;
- d'égaliser des inégalités pouvant être à l'origine, y compris accidentellement, d'infiltrations d'eau régulières ou importantes;
- d'établir des systèmes de recirculation d'eau parviens dirigés vers le puits ou à ses abords;

1.6.2.3. Nature de la zone non-aedificandi

Cette zone non-aedificandi peut être regardée, comme un périmètre de risque géotechnique majeur au sens de l'article 136 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du Patrimoine.

Si elle a été imposée dans un arrêté particulier de la Région, l'arrêté précisant visant à sécuriser un puits et ses abords, elle doit être regardée comme une servitude légale d'utilité publique s'imposant à tous. Toute demande de modification implique de demander la modification de l'arrêté. Pour les mines encore concédées, la concessionnaire doit être entendue.

1.6.2.4. Demande de modification des dimensions de la zone et de contraintes particulières

Le rayon de 25 m fixé par défaut sur base des plus importants accidents connus peut être revu en fonction de la situation locale, et en particulier des caractéristiques géométriques et techniques du puits et de ses remblais, des caractéristiques géotechniques des terrains sous-jacents et des surcharges existant sur ces terrains. Une étude géotechnique prenant en compte l'ensemble de ces paramètres doit alors être jointe au dossier par le demandeur: elle doit déterminer, sur base d'hypothèses clairement énoncées et d'un facteur de sécurité retenu, les dimensions potentielles (rayon et poids de la génératrice du cône) de l'affaissement qui résulterait de la rupture des parois du puits en situation de vides de la zone et par débordement.

L'établissement de fondations de bâtiments ou de structures quelconques peut être autorisé vers le pourtour intérieur de la zone non-aedificandi, voire en travers de celle-ci, si les fondations sont conçues de telle manière qu'elles conduisent à assurer la stabilité de la construction en cas d'affaissement maximal. Un dossier démontrant la stabilité du projet doit être fourni au préalable.

1.6.2.5. Remblais de la zone non-aedificandi et l'ouvrage n'est pas visible

L'inspiration rationnelle d'une zone non-aedificandi n'a de sens que si l'existence du puits est visible ou repérable avec précision. Si ce n'est pas le cas, il convient d'effectuer des recherches nécessaires pour le retrouver (recensements d'informations diverses, recherches d'indices, décapage, forages, investigations géophysiques...). En général, l'ouvrage peut être retrouvé. Dans ce cas, il convient de faire appel à l'Administration et en conséquence en vue d'effectuer un constat et de déterminer les mesures à prendre.

En cas de non découverte, et si un doute doit subsister sur l'existence d'un tel ouvrage dans la zone à utiliser, il y a lieu d'effectuer le périmètre d'un facteur de sécurité adapté et de concevoir tout projet pour qu'il puisse au moins garantir l'intégrité physique de ses occupants en cas d'accident.

1.6.2.6. Respect d'une zone non-aedificandi à l'égard des galeries à faible profondeur

L'Administration peut de même imposer des conditions à l'aplomb d'une portion de galerie située à une profondeur telle que, selon sa section, elle puisse influencer la surface en cas d'affaissement. Dans ce cas, il sera

imposé le maintien d'une zone non-aedificandi de 10 m de largeur, complétée de part et d'autre de l'axe de la galerie. Une largeur plus précise peut être déterminée sur base d'une étude de stabilité fait des terrains que des constructions envisagées.

1.6.2.7. Maintien de l'équilibre des eaux de la mine vers l'extérieur

Le libre écoulement des eaux de la mine vers l'extérieur doit pouvoir être assuré en tout temps, comme étant une servitude liée à la mine. Cet écoulement ne peut être entravé, soit à l'intérieur de la galerie, soit sur son parcours extérieur, jusqu'au point de déversement. De ce fait, l'Administration peut imposer, outre l'absence non-aedificandi, au dessus de la galerie, la réalisation de travaux destinés à canaliser ces eaux vers le cours d'eau ou les écoulements plus proches (les aménagements doivent pouvoir reprendre les eaux et bourses résidant d'un coup d'eau brutal). Elle peut de même interdire toute construction, à son débouché de galeries ou des coups d'eau se déversant à l'extérieur.

1.7. OUVRE PROCEDES INFORMATIONS RELATIVES AUX ANCIENNES CONCESSIONS ?

La Division de la Prévention et des Autorisations (Cellule Sous-sol/Géologie) de la D.G.R.N.E. a en charge la gestion des mines minières, en construction de l'ex-Administration des Mines. A ce titre, elle conserve les archives liées de cette dernière (soit environ 50.000 plans depuis 1892, les dossiers des 335 concessions et des centaines de milliers de pages d'archives). Elle est organisée en une Administration centrale (à Jambes) et quatre Directions (Namur, Charleroi et Brabant wallon, Namur-Luxembourg et Liège). Les tâches de la Cellule sont en priorité tournées vers le polier des mines, les opérations de retrait de concessions (démission), les remises divisées dans des cadres réglementaires et, accessoirement, en fonction du temps disponible, à la recherche et à la remise d'informations brutes.

Les données relatives aux anciennes exploitations minières peuvent être recherchées et fournies sur demande (accompagnée de la localisation et d'un extrait cadastre). Toutefois, étant donné la précision donnée aux plans réglementaires, la fourniture d'informations ne peut être garantie dans un délai fixe. La consultation et la prise de copie, pour autant que l'état de l'original le permette, sont en général possibles au bureau de District (coordonnées disponibles sur le site Internet de la DGRNE <http://mine.wallonie.be/dgrne/ressources/index.htm>).

L'Administration ne peut mettre à disposition que les données en sa possession. D'autres ouvrages que ceux signalés par les plans peuvent exister, en particulier des ouvrages plus anciens. La position des puits et issues de mines fournies par l'Administration, sans mention contraire (puits repère et levé au GPS), n'est qu'approximative et ne peut être garantie, puis le niveau d'imprécision est, en principe, donné. Autant que possible, le calage des positions possibles (régulièrement différentes selon les plans) a été effectué sur base de données issues de plans miniers et aux fonds topographiques modernes, de manière à minimiser l'imprécision due au report.

2. CARRIÈRES SOUTERRAINES

Sont des "carrières" toutes les exploitations de substances non classées comme "mines", c'est à dire les exploitations de craie ou marne, sables, grès, terres réfractaires, grès, calcaires, silex, "marbres", ardoises, colombo, ... que les travaux soient souterrains ou à ciel ouvert.

2.1. DUTORT DE VUE DE LA PROPRIÉTÉ ET DES INTERÉS PARTICULIERS

Du point de vue juridique, contrairement aux mines concédées, une carrière souterraine n'a pas été exploitée que par le propriétaire de la surface ou avec le consentement de celui-ci. Elle appartient donc à ce dernier, à l'aplomb de son fonds, sauf exception contraire dans l'acte de propriété. Le propriétaire de la surface est donc seul responsable des surfaces souterraines situées sous son bien, celle-ci se trouvant sous sa garde. Notons que la propriété d'un accès à une carrière souterraine n'importe pas la propriété de celle-ci.

2.2. DUTORT DE VUE ADMINISTRATIVE

L'exploitation des carrières souterraines était libre avant l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 29 février 1892, qui en a obligé la déclaration d'ouverture au Gouvernement. Le tome de plans était pas prévu. Une déclaration d'abandon était requise. L'arrêté royal du 2 avril 1915 a permis d'imposer des conditions d'exploitation. Une déclaration d'abandon restait toujours nécessaire et le remblayage des puits mis définitivement hors service était

de rigueur. La tenue de plans a été rendue obligatoire. Depuis l'entrée en vigueur de l'arrêté du 31 mai 1990 sur les carrières, le régime d'autorisation est identique à celui des carrières à ciel ouvert.

La cessation de l'activité d'exploitation, ainsi qu'à la surveillance administrative, ces carrières sont alors retenues des propriétés ordinaires. L'Administration régionale ne possède donc aucune compétence de police en la matière : elle ne peut que fournir informations et recommandations aux propriétaires, administrations et autorités.

2.5. DU POINT DE VUE DE LA RESTAURATION DES DEGRATS

Le propriétaire doit assumer seul la réparation des dommages causés par une carrière souterraine à ses biens ou aux biens de tiers, sans réserve d'un éventuel partage de responsabilité. En effet, à ce jour, il n'existe pas de mesure législative étendue ou intervention publique en cas d'accident de ce type. Il conviendrait en outre d'attirer l'attention sur le fait que, pour certaines assurances, de tels accidents ne sont pas assimilables à un sinistre d'origine naturelle (vols d'origine anthropique).

2.4. RECOMMANDATIONS

Dans ses remises d'informations et d'avis, l'Administration ne peut donc que recommander, le cas échéant, d'éviter ou de faire effectuer les recherches nécessaires en vue de déterminer s'il existe des carrières ou des zones déconsolidées ou ramblayées en sous-sol, préalablement à toute utilisation d'un terrain concurrencé (quelques essais de pénétration ne permettraient pas de tirer de conclusions !). Lorsque cela est possible, il est utile de faire effectuer un levé et une caractérisation des travaux souterrains pour estimer les risques et y parer. Dès lors où la configuration des lieux est connue, des techniques existent pour construire et occuper les lieux en sécurité (remblaiement des vides, fondations sur pieux, sur radier...). Les risques liés aux puits ronds sont les mêmes que pour les mines.

Plus encore que pour les travaux et ouvrages miniers, il convient de prêter une attention particulière à l'installation des conduites d'eau (adduction et évacuation), à l'implantation des citernes et fosses septiques ainsi qu'au drainage des terrains en cas d'infiltrations d'eau, sous presque tous les types d'accidents constatés.

Néanmoins, l'histoire devra toujours apprécier le risque existant quant à l'habitation et l'occupation du terrain, dans son ensemble, et non se satisfaire de la garantie que les constructions résistent aux statuts.

2.5. TYPES D'EXPLOITATION ET RISQUES

2.5.1. Carrières souterraines de craie ("marne").

On trouve des exploitations souterraines de craie autour de la ville de Mons et du ^{du pays} Hainaut, dans l'est du Brabant wallon, en Hesbaye, au nord de Liège et dans les vallées de la Geer et de la Basses-Meuse. La craie était exploitée pour la fabrication de ciment (Mons), les autoclaves et surtout par les agriculteurs pour le maraîchage des champs (Hesbaye, est du Brabant wallon). Ces carrières ont été exploitées jusqu'à 30 ou 35 m de profondeur, par galeries ou par chambres et piliers abandonnés. Elles ont donné les dimensions pluri-métriques (hauteur et largeur) des vides et la nature du matériau, des effondrements importants se produisant régulièrement ceux-ci résultent de la chute progressive des bords du toit, avec propagation, jusqu'en surface ("fontis"). Des effondrements de près de 10 m de diamètre pour plusieurs mètres de profondeur ne sont pas rares, surtout après de longues périodes pluvieuses. Ces exploitations existaient depuis des temps reculés et n'ont pas été localisées.

2.5.2. Carrières souterraines de craie phosphatée.

Ces exploitations se sont développées à Dandou et au sud et à l'est de Mons, entre quelques mètres au plus de 40 m de profondeur, sur des superficies parfois importantes (80 ha à Chénens, localement sur deux arêtes (St Symphorien, Dandou). On y traitait la craie phosphatée destinée à la fabrication d'engrais chimiques. Ces carrières ont été exploitées par chambres et piliers abandonnés mesurant 4 à 5 m de côté pour 2 à 12 m de hauteur. A Hénay et à Saint-Symphorien, on a exploité certaines parties allées de la couche suivant une technique très proche de celle utilisée en Hesbaye (voiles ramblayées). Les risques sont les mêmes que pour les carrières de craie, avec en plus, des risques d'effondrements généralisés, relativement imprévisibles, dans certaines situations géologiques et pédoles. Il s'agit d'exploitations récentes (1874-1957), maintenant bien localisées.

2.5.3. Carrières souterraines de tuffeau.

Ces carrières ont servi à l'entretien de tuffeau calcaire, utilisé comme pierre de construction ou comme amendement calcaire, dans la région d'Orp-Juigne en de Wavrin et dans la vallée de la Basses-Meuse. Elles se développaient en chambres à piliers abandonnés, ou par galeries, suivant des plans en général assez réguliers. Les dimensions des vides sont pluri-métriques et les carrières s'étendaient souvent sur plusieurs hectares. Les risques sont les mêmes que pour les carrières de craie ou de craie phosphatée, avec plusieurs cas connus d'effondrements généralisés brusques, ayant atteint plusieurs hectares. Très anciennes pour la plupart, elles sont généralement bien connues localement mais n'ont pas encore toutes été reportées sur carte par l'Administration.

2.5.4. Carrières souterraines de phosphate de chaux

Ces carrières ont servi entre 1884 et 1924, puis de 1940 à 1944, à l'exploitation d'une couche irrégulière de phosphate de chaux de quelques décimètres d'épaisseur, à des profondeurs variant de 7 à 50 mètres. Les chantiers dans cette couche étaient généralement ramblayés et des galeries de communication étaient de faible section (1 à 1,5 m) : il n'y a donc pas lieu de craindre des effondrements importants mais des tassements ou surfaces ne sont pas exclus sous des surcharges importantes. L'accès à ces carrières se faisait au moyen de puits rapprochés de 10 à 50 m, dans une section d'environ 1 m². Des débouchements de puits sont fréquemment constatés. Ils peuvent constituer un problème pour les constructions, voiries ou impévanes.

Plus de 3.800 parcelles exploitées ont été recensées. Les seuls connus concernés sont (avec le nombre de carrières recensées) : Omal (1), Leuze-Saint-Remy (2), Wicremme (3), Bieret (1), Bevenstert (102), Colles (58), Vioméme (17), Les Valées (223), Kenedes (25), Hedeige (9), Lamotte (48), Remicourt (192), Lincourt (313), Dossel (112), Jasse (30), Freloux (78), Fosse-de-Haut-Clocher (41), Noville (106), Momelle (256), Lambin (7), Vermeux-Liers (118), Fosse-Silins (21), Liers (348), Milmont (38), Vottem (347), Hoygoud (19), Awas (162), Rozes (182), Bissat (48), Awa (2), Loucin (3), Allier (146), Xendremad (1), Grée-Bastou (2), Hellogne-sous-Frères (70), Liège (Saint Walburge, 154), Rocourt (302).

On n'a pas fait de phosphate en dehors de celles-ci, mais bien de la même et du silice, selon des techniques différentes : il pécède donc pas de "puits à phosphate" hors de ces communes : l'assimilation des effondrements de marais ou de carrières de silice à ces exploitations de phosphate conduit toujours à une sous-évaluation du risque (volume des vides très différents) !!!

2.5.5. Carrières souterraines de silice modernes

Ces carrières ont servi à exploiter le silice du Crétac supérieur pour les fabrications, la fabrication de plaques à mail (Mons) ou de produits industriels (Basse-Meuse). Elles représentaient alors les carrières de craie ou de tuffeau, qui intégraient les bords de silice, avec des dimensions de galeries plus réduites.

En Hesbaye, on a exploité une couche épaisse de silice, résultant de la défoliation des conifères, pour l'ameublement des voitures. Ces carrières, peu profondes, sous les forêts et les sables tertiaires, se présentaient sous forme de chambres d'exploitation pluri-métriques, en voûte, reliées par des couloirs. Elles peuvent parfois s'étendre sur une vaste superficie (Bergues, Fosse). Bien que la couche de silice soit compacte, le toit est trop proche de la surface et des effondrements sont très fréquents. On en connaît sous certaines agglomérations. Elles sont leur âge, elles ne sont que quelques localités.

2.5.6. Carrières souterraines néolithiques de silice (Mons, Hesbaye)

A l'époque néolithique, on a exploité des bords de silice destinés à la fabrication d'outils. Ces exploitations étaient unies au moyen de sources galeries, d'environ un mètre de haut, à partir de puits de 10 à 25 m de profondeur. Ces puits carraient se joignent les uns les autres sur des surfaces parfois importantes (Solemes), particulièrement ramblayées, elles peuvent bouger suite à une brèche importante et des effondrements ne sont pas rares. Elles ne sont connues que par des relevés archéologiques, tout autour de Mons, dans le Brabant wallon et en Hesbaye (Avennes).

2.5.7. Carrières souterraines de sables calcaires et de grès en hautes

Dans les sables liégeois du Brabant wallon (Ophain, Lincourt, Jodogne), on connaît localement des carrières souterraines de petite taille, où on exploitait les sables calcaires inférieurs pour l'amendement des terres (do

Des données précises concernant l'emplacement de ces travaux de minières ne sont malheureusement pas disponibles, les dossiers administratifs n'existait plus dans les archives de l'Administration wallonne.

Toutefois, la plupart des gisements de minerai de fer sont répertoriés sur l'ancienne carte géologique de Belgique au 1/40.000 : ils ont été cartographiés sur base des données relatives aux exploitations des décennies précédentes. Par comparaison avec les publications et rapports d'époque, on constate que les gisements cartographiés correspondent à des exploitations. La Carte Sous-sol/Géologie mettra bientôt à disposition une couche cartographique représentant cette information.

Dr D. PACYNA
13 mars 2006.